



Adresse postale : Hôtel Municipal, 7 rue du Major Martin 69001 LYON

Courriel : cil.cpi@yahoo.com

Site Internet : <http://associationcpi.e-monsite.com>

Compte X (ex-Twitter) : <https://x.com/Comitepresquile>

REVUE DE PRESSE

20 octobre 2026

Chers amis du CIL Centre Presqu'île,

Voici comme chaque semaine la revue de presse du CIL-CPI, dont nous vous rappelons qu'elle ne peut être envoyée qu'aux membres à jour de leur cotisation en 2026. Toute autre diffusion est interdite.

N'hésitez pas à réagir par mail à celui par lequel vous avez reçu cette revue de presse, nous serons heureux de prendre en compte vos avis et suggestions qui pourront orienter nos actions auprès des pouvoirs publics.

52 revues de presse ont été réalisées en 2025, à partir des versions numériques des 7 médias suivants :

LE PROGRÈS

Crédit mutuel via groupe EBRA

TRIBUNE DE LYON

Rosebud SARL

LYON MAG
.com

Espace Group

L'ESSENTIEL
LYON

Dirigeants du Groupe Bolloré

actu
Lyon

Groupe Publihebdos
filiale SIPA Ouest France

LYON
CAPITALE

Christian Latouche
FIDUCIAL

nouveau
LYON
LE MAGAZINE

Indépendant

Rue89Lyon

Xavier Niel – Matthieu Pigasse

Lyon : une cagnotte solidaire lancée pour aider les commerçants pillés de la Presqu'île

dimanche 18 octobre 2026 à 16h30 Par Alexis ANDRE



Après les pillages et les dégradations qui ont touché de nombreux commerces de la Presqu'île lors de la manifestation du 17 octobre, une cagnotte solidaire a été lancée sur Leetchi. Son initiateur, Simon Berna, PDG d'Axe Capital, veut aider les commerçants à remplacer leurs vitrines, reconstituer leurs stocks et rouvrir rapidement.

La solidarité s'organise après les violences qui ont frappé le centre de Lyon.

Installé au 34 rue Victor-Hugo, au cœur de la Presqu'île, Simon Berna, PDG d'Axe Capital, annonce avoir lancé **une cagnotte** destinée aux commerçants touchés par les pillages et les dégradations survenus à partir du samedi 17 octobre.

"Les commerçants qui ont été pillés, ce sont nos voisins : ceux que nous croisons chaque matin et qui font vivre ces rues. Nous ne pouvons pas rester sans rien faire", explique le chef d'entreprise.

"Les aider à se relever vite"

Des dizaines de commerces ont été saccagés ou pillés dans la Presqu'île, avec des dégradations qui se sont poursuivies jusqu'au dimanche matin.

"Vitrines brisées, stocks volés, boutiques dévastées : pour beaucoup de commerçants indépendants, c'est des semaines de chiffre d'affaires qui s'envolent, et parfois l'avenir même de leur activité qui vacille", écrit Simon Berna.

L'objectif affiché est d'apporter une aide financière rapide pour faire face aux premières dépenses.

La cagnotte doit notamment permettre de remplacer une vitrine, reconstituer un stock, payer des salaires en attendant les assurances ou encore permettre la réouverture des boutiques.

L'intégralité des fonds promise aux commerçants

Simon Berna assure que l'intégralité des sommes récoltées sera reversée aux commerçants bénéficiaires et aux associations de commerçants.

La répartition doit être effectuée à parts égales, avec un engagement de transparence sur l'utilisation de l'argent.

Lyon ► Un couvre-feu instauré de 21 heures à 6 heures dans la Presqu'île

Un arrêté préfectoral a annoncé l'interdiction de « toute manifestation, tout cortège, défilé, attroupement et rassemblement revendicatif sur la voie publique », ce lundi 19 octobre de 18 heures à 21 heures dans le secteur de Lyon.

Cette interdiction s'est appliquée à la Presqu'île, dans un secteur délimité au nord par la rue Constantine, la place des Terreaux, jusqu'à la rue de Condé au sud (la place Bellecour est incluse dans le périmètre). À savoir que les ponts franchissant le Rhône et la Saône et desservant ces secteurs ont quant à eux été exclus.

Un couvre-feu a été également instauré. L'arrêté a interdit notamment la circulation des personnes ainsi que leur présence sur la voie publique du lundi 19 octobre à 21 heures jusqu'au mardi 20 octobre à 6 heures.

Incendie criminel de l'office de tourisme à Bellecour : le bâtiment historique devra-t-il être démoli ?

« Qui sont ces gens ? Globalement, ils sont plutôt jeunes, ils sont à peu près tous cagoulés et masqués. On en voit déguisés en super-héros, qui font les kékés. Ils sont dans une espèce de folie collective, nourrie par l'adrénaline du moment qu'ils sont en train de vivre. Je ne vois pas une seule revendication derrière tout ça. »

Grégory Doucet, le maire de Lyon, commente les images violentes qui circulent depuis samedi, concernant l'incendie criminel de l'office de tourisme, sur la place Bellecour, et qui ont fait le tour du monde.

« C'est un crève-cœur »

Attaqué par des dizaines d'individus, le bâtiment historique, ravagé par les flammes, n'est plus que l'ombre de lui-même. Et devrait le rester encore quelque temps. « C'est un

crève-cœur », commente-t-il. Faudra-t-il le démolir ? Pourra-t-il être rénové ? La mairie doit faire réaliser une expertise de la structure pour savoir si l'incendie a profondément fragilisé ou non la pierre avant de se prononcer.

Dans le sillage des exactions commises ce week-end, le dossier n'a pas pour l'heure été ouvert. « La priorité reste la sécurisation et les commerçants », même s'il faut bien réfléchir à la suite. À un mois de la Fête des lumières qui drainent 2 millions de personnes du monde entier, il était d'ordinaire un lieu ressource pour les touristes. « À l'heure où je vous parle, nous n'avons pas encore engagé la moindre action ni la moindre réunion avec la Métropole pour le reloger. Mais dans les prochains jours, il va falloir que nous réfléchissions à tout cela. »

Pour «se sentir utiles», des volontaires nettoient les rues saccagées

Au lendemain de la journée de mobilisation contre «la vie chère», des habitants ont retroussé leurs manches pour nettoyer les rues et devantures de commerces saccagés par les pillards. Effarés par l'ampleur des dégâts, ils regrettent que la violence ait pris le dessus dans la société.

«Je devais faire de la comptabilité, mais je n'ai pas voulu continuer ma petite activité alors que ma ville est couchée»: ce dimanche matin, Ulrich, entrepreneur de 38 ans en informatique, est venu spontanément pour aider à nettoyer la place Bellecour. «En voyant ce qui s'est passé, je n'ai pas les mots! Mais il faut arrêter de commenter, il faut être acteur. Il y a 2 000 casseurs soudés pour piller; nous, on doit être soudés pour reconstruire», continue-t-il.

«Il faut retrouver notre solidarité»

À côté de lui, d'autres volontaires s'affairent, jeunes, adultes, parents... Des sacs plastiques et des gants sont distribués pour ramasser là, les restes noircis d'un feu de poubelles, ici, de la terre d'un bac renversé au milieu de la

chaussée. Tous nettoient, sous le regard de passants, venus nombreux dans les rues pour constater les dégâts, ébahis, téléphone en main.

Clémentine, Laurence et Nadège (?), elles devaient aller courir. Mais après avoir constaté les dégâts des pillages elles souhaitent prendre part à la remise en état des rues de leur ville. Gants en latex bleu enfilés sur les mains, sacs-poubelle sous le bras, les amies ramassent les débris de verre qui jonchent le trottoir, au pied d'un magasin Sephora de la Presqu'île aux vitres détruites et entièrement dévalisées la veille par des pillards.

On a arrêté ce qu'on devait faire, et on est venues, c'est normal

«On a arrêté tout ce qu'on devait faire, on devait aller manger, aller au cinéma, on a tout laissé, et on est venues, parce que c'est normal en fait», explique Laurence, 56 ans, enseignante. «On est révolté par tout ce qui se passe, peu important les revendications. On entend que certaines sont pertinentes, légitimes, mais il faut arrêter, on est tous dans le même bain, on va tous payer et la violence est en train de monter. Il faut s'arrêter, il faut retrouver notre



Des bénévoles nettoient les rues après les pillages des commerces, comme ici dans le passage de l'Argue. Photo Jérôme Gallo

solidarité», ajoute-t-elle.

«Cette ville, c'est pourtant une part de nous»

«Le clivage droite-gauche on s'en fout. On est en France, on a un beau pays, il faut arrêter de le détruire comme ça», abonde Clémentine, 47 ans, libérale indépendante. «On a une ville magnifique qui accueille des millions de touristes», s'émue-t-elle.

Ulrich, lui, s'interroge sur les raisons d'une telle violence: «C'est sans doute un reflet du non-sentiment d'appartenance. Quand on détruit le lieu où on habite, ça montre qu'on n'y est pas rattaché. Cette ville, c'est pourtant une part de nous!»

20 000 manifestants

Samedi, outre de nombreux commerces pillés, une anten-



Ulrich a décidé d'aider à remettre la ville en état. Photo Laurence Loison

ne de l'Office de tourisme a été incendiée place Bellecour, où plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées dans le cadre du mouvement contre «la vie chère». La préfecture a dénombré 20 000 manifestants.

Dimanche matin, le maire écologiste Grégory Doucet a jugé «abominable» le «chaos qui a régné dans la ville pendant plusieurs heures».

(?) Prénoms d'emprunt

«Notre centre-ville est traumatisé»: la présidente de My Presqu'île se dit «dévastée»

Face à «l'ampleur des dégradations», le choix des mots n'est pas toujours facile. Est-ce de la tristesse, de la peine aussi, elle qui est en lien constant avec l'ensemble des commerçants de la Presqu'île? Sans doute un peu de tout ça à la fois. En fait, déclare Johanna Benedetti qui réagissait samedi soir, «je suis dévastée par ce que nous avons vécu aujourd'hui. Nous étions en lien permanent avec la Ville, les élus et les services de sécurité, pour essayer de faire remonter les informations au plus près, pour faire en sorte que ça ne déborde pas». Et puis ça a débordé.

«Je pense à l'ensemble des gens qui travaillent en Presqu'île et aux collègues de l'Office de tourisme», ajoute la présidente de l'association commerçante My Presqu'île qui regroupe quelque 500 commerçants des 1^{er} et 2^e arrondissements.

«Un appel à fermer en début d'après-midi»

Et d'évoquer les événements qui se sont succédé à une vitesse vertigineuse. Tous les commerçants ou presque étaient présents et avaient ouvert leur porte dès le matin où les rues étaient d'ailleurs

plutôt calmes. «On n'a pas eu d'informations spécialement sur le fait qu'il fallait ouvrir ou non. Et quand nous avons eu connaissance d'un appel à fermer en début d'après-midi, les manifestants étaient déjà dans les rues». Alors, certains commerçants ont dû évacuer en urgence, «c'est la première fois que cela nous arrive», précise-t-elle.

«Notre centre-ville est traumatisé, que ce soit les commerçants, les salariés et les responsables de magasins. Je peux vous dire que j'ai assisté à des scènes stratosphériques ce samedi après-midi, c'est complètement inédit et d'une

violence absolue». À côté des cortèges qui avançaient dans le calme, d'autres, «ont orchestré un pillage j'en suis persuadée, vu l'ampleur des dégradations», dit-elle.

«Il ne faut pas les laisser tomber»

Après les premiers nettoyages qui ont débuté dans les rues jonchées d'emballages vides, de verres cassés et d'objets brûlés, l'association, procédera à un premier recensement, dressera un bilan et verra comment «on peut mettre en place une réponse en urgence, un protocole». L'objectif, indique Johanna

Benedetti est «de sécuriser les commerces, faire les déclarations, les dépôts de plainte auprès de la police et remplir les déclarations aux assurances». En espérant, compte tenu des enseignes impactées, «qu'il va y avoir des délais raisonnables auprès des assurances», dit-elle en pensant à tous ceux qui n'ont plus les moyens de s'assurer pour les bris de verre, tant les franchises ont explosé. «Ils ont besoin d'être aidés, il ne faut pas les laisser tomber», et là, assure-t-elle, «il faut des responsabilités portées par l'ensemble des collectivités».

● A.Du.

Le centre-ville de Lyon pillé, la police débordée, que s'est-il passé?

«On n'avait pas de remontées qui faisaient présager une telle intensité», affirme un policier. Face à des casseurs et des pillards, très organisés et très mobiles, la police nationale a été confrontée à ses limites opérationnelles. Et les policiers les plus expérimentés le disent, ils n'avaient jamais vu une violence aussi inouïe.

Mais que faisait la police? C'est la question que se posent tous les habitants en voyant les rues de la Presqu'île livrées au pillage, pendant plusieurs heures, ce samedi. Nous essayons d'apporter des éléments de réponse.

• Une violence inouïe

À côté de 20 000 manifestants pacifiques, 2 000 à 3 000 black-blocs semblaient bien déterminés à en découdre. Et derrière eux, des centaines de pillards d'opportunité. «Il y a eu des attaques en règle contre les forces de l'ordre, assaillies à coups de cocktails Molotov ou avec des espèces de lance-flammes artisanaux», a constaté Philippe Prieto, adjoint à la sécurité à la Ville de Lyon.

Les policiers auraient été chargés à plusieurs reprises. Ils auraient aussi été agressés à coups d'aérosols enflammés, et même avec une tractopelle, tandis que des barricades de poubelles brûlées ou de mobilier urbain entravaient leur action. «Les policiers les plus expérimentés le disent, ils n'avaient jamais eu affaire à une violence aussi inouïe», affirme Sébastien Gendraud, pour le syndicat de police Unité. Cent policiers ont été blessés durant cette journée. «On a vu de la haine au fond des yeux», raconte Christophe Pradier, pour le syndicat Unsa. «On a franchi un cap, on était à la limite de l'insurrectionnel», estime un CRS.

• Des effectifs sous-dimensionnés

«On n'avait pas de remontées qui faisaient présager une telle intensité», reconnaît un policier. À Lyon, aucune manifestation n'avait été officiellement déclarée et même si les appels semblaient rencontrer un certain écho, on ne savait pas vraiment à quoi s'attendre. Au niveau national, le ministère



Les policiers ont dû faire face à des émeutiers très agressifs, qui voulaient «casser du flic». Photo Joël Philippon

de l'Intérieur tablait sur 100 000 manifestants, il y en a eu plus de 500 000! Personne ne s'attendait à une telle ampleur. À Lyon, des centaines de policiers étaient mobilisés, dont quatre unités de CRS. Au fil de la journée, des renforts sont arrivés, de toutes les unités.

Au vu des faits, nul ne peut nier que c'était sous-dimensionné. Et les syndicats le répètent depuis des mois: il manque 400 policiers à Lyon. «Après des semaines de manifestations devant les lycées, des policiers étaient contents de partir en vacances. Il aurait fallu

lu les rappeler avant la manifestation. De toute façon, il va bien falloir les rappeler, avec tous les blessés», note un policier.

• Des casseurs et des pillards très mobiles

Des points de rassemblement annoncés dans toute l'agglomération, et même bien au-delà, dans tout le pays: les forces de l'ordre ne savaient plus où donner de la tête, car il fallait être partout. «C'était le jeu du chat et de la souris», commente Philippe Prieto. «On verrouillait aux Terreaux, et ils étaient à Saxe-Gambetta ou à République. À certains en-

«C'était dingue! Une guérilla urbaine»

Un policier, sur ce samedi noir

droits stratégiques, on ne pouvait pas diminuer les effectifs: assurer la sécurité des manifestants, tenir les ponts, les édifices publics, éviter les mouvements de foule», explique un policier. Les réseaux sociaux compliquent la tâche: ils permettent des regroupements rapides pour les fauteurs de troubles. La journée a été longue, pour ne pas dire interminable.

Dès 5 h 30, les premiers policiers et gendarmes étaient mobilisés un peu partout pour être présents sur les éventuels points de blocages. Et il a fallu tenir toute la journée, sans pouvoir boire ou manger, dans des conditions très difficiles. «C'était dingue! Une guérilla urbaine».

• Limites opérationnelles

Face aux émeutes d'une «ampleur totalement inédite», la priorité des forces de l'ordre a été «de protéger les vies», a déclaré, ce dimanche, le préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes, Étienne Guyot. Un policier n'agit pas sur initiative, il répond aux instructions.

Samedi, ils ont reçu une consigne: priorité à la sécurité des personnes. Sur ce point, la réussite est incontestable: personne n'a été gravement blessé. «Débordés par cette marée d'émeutiers d'ultra-gauche qui ont réussi à mettre le chaos total, on n'a pas réussi à protéger, en plus des personnes, les biens», commente Alain Barberis, du syndicat Alliance.

La police a été confrontée à ses limites opérationnelles. Selon nos informations, pendant un temps, les forces de l'ordre ont même reçu consigne de suspendre les interpellations: avec un manque de possibilité d'emmener les suspects au commissariat avec toutes les formalités administratives afférentes, la saturation des locaux de garde à vue... En tout, 160 personnes, dont 124 majeurs, ont été placées en garde à vue ce samedi.

• Laurence Loison
laurence.loison@leprogres.fr

Des casseurs et des pillards très bien organisés



162 magasins auraient été pillés samedi, aux alentours de la place Bellecour. Photo Joël Philippon

«Ce sont des groupuscules radicalisés, entraînés pour ça, qui viennent casser, brûler et, en pros de la guérilla urbaine, ils savent bien planifier leurs actions. Face à eux, nous avons peu de moyens, nos gaz lacrymogènes ne leur font pas peur», affirme Christophe Pradier (Unsa). Tous les policiers que nous avons interrogés le disent: les black-blocs avaient bien structuré leurs actions, sachant attirer les forces de l'ordre à de multiples endroits simultanément pour mieux les affaiblir.

• Les pillages étaient méthodiques, organisés

Dans leur sillage, les pillards d'opportunité semblaient eux aussi très organisés, avec, par exemple, des guetteurs qui s'assurent que la voie est libre. Cet habitant de la rue Victor-Hugo, qui dit avoir vécu une nuit dans «une zone de guerre», raconte: «J'étais au premier étage, je les ai entendus parler, je les ai vus. C'était méthodique. Ils fixaient les forces de l'ordre sur un point, et s'attaquaient ensuite aux magasins qui étaient sans protection de l'autre côté».

Il évoque des groupes très mobiles. Avec des «éclairés» sur des trottinettes qui faisaient du repérage. Des casseurs sont entrés dans les parties communes de son immeuble pour forcer les portes de service de certains commerces.

• M.T. et L.L.

Les policiers en renfort sur une émeute au Centre de rétention administrative

Les forces de l'ordre étaient sur tous les fronts, et ils ont même dû revenir en catastrophe au Centre de rétention administrative (CRA) de l'aéroport Saint-Exupéry à Colombier-Saugnieu.

Selon Christophe Pradier (Unsa Police), une dizaine de policiers de la Police de l'air et des frontières sont partis, ce samedi 17 octobre, en renfort sur les manifestations de Lyon. Et cela a été l'émeute au CRA: voyant les policiers partir, des personnes retenues ont tenté de s'évader vers 20 heures, et ont commencé à faire brûler les matelas dans leurs chambres.

Trois blocs incendiés
Plusieurs personnes retenues ont réussi à s'enfuir, avant d'être toutes rattrapées. Trente policiers ont dû revenir en urgence pour faire face à la situation. Sept retenus ont été hospitalisés. «C'est lamentable. Les conséquences du chaos frappent aussi le CRA. L'urgence et la désorganisation ont tout aggravé», commente Christophe Pradier. Les dégâts sont importants: trois blocs ont été incendiés, 50 personnes ne peuvent pas regagner leur chambre et 18 policiers ont été légèrement intoxiqués par les fumées.

• L.L.

Émeutes à Lyon. Des appels à l'unité lancés devant les mairies

La rédaction - 19 octobre 2026

Une vingtaine de personnes place Sathonay (Lyon 1er), et plus de 60 devant la mairie du 2e arrondissement étaient réunies ce lundi 19 octobre à midi. Avec un mot d'ordre : se rassembler.



Quelques 70 personnes étaient réunies devant la mairie du 2e arrondissement ce lundi 19 octobre. © Matthieu Dufour

Ce lundi 19 octobre à midi, un rassemblement a eu lieu devant les 9 mairies d'arrondissement de Lyon. Devant celle du 2^e arrondissement, le plus affecté par les dégâts liés [à la manifestation](#) de ce samedi 17 octobre, Jean-Stéphane Chaillet, adjoint à la sécurité et aux solidarités l'assure, « d'après les informations que nous avons, ce n'est pas fini ».

Moins touché, une foule d'une vingtaine de personnes s'est formée place Sathonay dans le 1^{er} arrondissement autour de Mark Burton-Page, adjoint à la sécurité et aux espaces publics. « Nous sommes réunis ce matin pour exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux qui ont été touchés par les violences de ces derniers jours », déclare l'élue, la gorge nouée.

Le maire de Lyon Grégory Doucet était quant à lui présent devant la mairie du troisième arrondissement, aux côtés des élus et de la maire Marion Sessiecq. « Les mairies d'arrondissement sont un lieu de proximité et de démocratie, c'est pourquoi nous les avons choisi pour débattre avec vous », explique Grégory Doucet.

Une foule à cran

Du côté des personnes qui se sont déplacées, de la colère et de l'indignation. « Qui va payer ? Encore ceux qui bossent ! », s'exclame à Tribune de Lyon Gérard, 70 ans, travaillant dans une école de commerce place Saint-Nizier (Lyon 2^e). « Les grandes enseignes ont les moyens, mais les petits commerçants vont faire comment ? », poursuit-il.

Venue en soutien, Karine, habitante de la Métropole, dénonce « *les opportunistes qui profitent du chaos, et l'État qui n'apporte aucune réponse* ». « *La police était dépassée, les prévisions mal faites* », déplore Marie-Françoise, 79 ans, pancarte « *Macron Démission* » à la main. « *Il faut des élections rapidement* », ajoute-t-elle.

« *J'étais à la manifestation ce jour-là. Pour une manifestation pacifique. Et puis j'ai été mêlé aux violences* », raconte ému Maurice, retraité et habitant du 1^{er} arrondissement. Il est venu écouter le discours parce qu'il était « *complètement désorienté depuis ce week-end.* » Pour lui, il n'y a pas de doute, « *il faut être soudés et solidaires !* »

Des élus mesurés

C'est dans cette optique que Jean-Stéphane Chaillet a débuté sa prise de parole par des applaudissements à destination des forces de l'ordre. Il a ensuite invité à « *réinvestir nos rues, rassemblés, unis et solidaires.* »

Au nom de la mairie, il a salué les habitants qui se sont mobilisés dès ce dimanche matin pour aider à nettoyer les dégâts. L'élus a expliqué entendre les revendications, sans excuser « *les cassages de magasins* », appelant à la « *démocratie* » et au « *dialogue apaisé* ». L'allocution s'est conclue sur une Marseillaise.

Conscient des revendications, Mark Burton-Page « *entend la colère qui s'exprime dans une partie de la population, notamment chez les jeunes et celles et ceux qui subissent de plein fouet la hausse du coût de la vie.* »

« *Cette colère doit être entendue, s'exprimer démocratiquement. Il appartient au gouvernement de garantir les conditions qui permettent à chacun de pouvoir exercer ce droit en toute sécurité* », a-t-il conclu.

Le maire pris à parti

L'échange était tendu ce lundi 19 octobre entre le maire de Lyon Grégory Doucet et la foule rassemblée devant la mairie du troisième arrondissement. « *L'espace de débat* » voulu par le maire s'est vite transformé en série d'invectives de tout genre. Habitants, commerçants et élus d'opposition ont tenus à critiquer la politique de la ville, pour différentes raisons.



Echange houleux entre Grégory Doucet et les habitants du troisième arrondissement © Matthieu Delaty

« Il faut arrêter de dire “le peuple”, ce sont des casseurs ! La colère du peuple d’accord, mais il n’y a pas que ça », lance un habitant du troisième. « Et sur votre politique des caméras, les jeunes étaient à visage découverts, avec un sentiment d’impunité total, et il n’y a rien eu ! », invective une autre. « On pourra reconnaître ceux qui ont tagué “LFI 2027” ? », demande un élu d’opposition.

Pendant une vingtaine de minutes, le maire a essuyé les critiques, rappelé l’efficacité des policiers municipaux, expliqué l’utilité des caméras de surveillance et a défendu [ses propos sur la désobéissance civile](#).

« Ceux qui ont brûlé l’office du tourisme, ils se délectent de la violence, là je n’y ai vu aucune revendication, donc ça il faut y mettre un terme », « on est la deuxième ville en France la plus vidéo-surveillée, donc on a les images des pilleurs et on pourra les confondre », a renchéri le maire. Le débat, conclu prématurément au bout de quelques dizaines de minutes, a donc tourné au pugilat.

Kadija Faleh et Matthieu Dufour

Lyon : un rassemblement de soutien aux commerçants suivi d'un défilé de l'ultra-droite dans la Presqu'île

mardi 20 octobre 2026 à 05h14 Par La rédaction



Environ 200 personnes se sont réunies lundi 19 octobre, place Bellecour à Lyon, pour soutenir les commerçants et les forces de l'ordre après les violences du 17 octobre. Mais le rassemblement a rapidement pris une tournure politique. Plus d'une centaine d'individus a ensuite défilé dans la rue Victor-Hugo en scandant des slogans d'ultra-droite.

La soirée devait être placée sous le signe de la solidarité. Ce lundi à 20 heures, environ 200 personnes, parmi lesquelles des habitants et des commerçants, se sont retrouvées place Bellecour, devant l'office du tourisme incendié lors des violences du 17 octobre. La préfecture du Rhône a laissé faire, estimant que l'arrêté instaurant un couvre-feu en Presqu'île était paru trop tard pour que les manifestants soient informés. A condition que la foule se disperse à 21h.

Les prises de position politiques n'ont pas tardé à apparaître. Entre deux Marseillaises et un chant religieux, plusieurs participants ont scandé *"Doucet démission"* ou *"LFI coupable"*.

Un groupe d'individus vêtus de noir a ensuite rejoint le rassemblement, lançant notamment le slogan *"La rue, la France nous appartient"*.

Des slogans d'ultra-droite dans la rue Victor-Hugo

À 21 heures, après l'annonce de la fin du rassemblement pour laisser place au couvre-feu, entre 100 et 200 personnes ont poursuivi leur déplacement dans la rue Victor-Hugo jusqu'à la place Carnot.

Le groupe a alors entonné plusieurs slogans associés à l'ultra-droite et ciblant les pilleurs, notamment *"Français, réveille-toi, tu es ici chez toi"* et *"Islam hors d'Europe"*.

Un drapeau frappé d'une croix celtique a également été brandi en tête du cortège.

La préfecture ne signale aucun trouble à l'ordre public

Cette manifestation intervenait alors que des restrictions de circulation et de rassemblement avaient été instaurées dans la Presqu'île après les émeutes du week-end.

Concernant le groupe ayant défilé dans la rue Victor-Hugo, les services de l'État indiquent que ses membres ont quitté le périmètre concerné par les restrictions.

"Pas de notion de trouble à l'ordre public", a finalement précisé la préfecture dans la soirée.

Rassemblement d'ultradroite à Bellecour : le préfet, "furieux", dénonce une tentative de récupération

mardi 20 octobre 2026 à 10h20 Par Alexis ANDRE



Un rassemblement de soutien aux commerçants et aux forces de l'ordre s'est tenu lundi soir place Bellecour, quelques minutes avant l'entrée en vigueur du couvre-feu. Étienne Guyot dénonce toutefois une tentative de récupération par des individus qu'il affirme avoir identifiés a posteriori comme appartenant à l'ultradroite.

Le rassemblement s'était déroulé sans incident. Mais sa dispersion provoque la colère du préfet du Rhône.

Lundi soir, des commerçants, des habitants et plusieurs élus portant leur écharpe tricolore se sont retrouvés place Bellecour à Lyon pour apporter leur soutien aux professionnels touchés par les violences du 17 octobre ainsi qu'aux forces de l'ordre.

Le rendez-vous avait notamment circulé sur les réseaux sociaux et auprès des habitants et commerçants du 2^e arrondissement.

Avant l'entrée en vigueur du couvre-feu à 21h, la police a pris contact avec les participants. Le rassemblement s'est alors dispersé afin de respecter la mesure préfectorale.

Des individus "*identifiés a posteriori*" comme appartenant à l'ultradroite

Selon le récit communiqué par le préfet du Rhône Étienne Guyot, des individus qui s'étaient auparavant mêlés au rassemblement se sont constitués en groupe au moment de la dispersion.

Ils ont été "*identifiés a posteriori comme appartenant à l'ultradroite*", indique la préfecture, qui considère qu'ils avaient rejoint le rassemblement de manière "*insidieuse*" dans l'objectif de le récupérer.

Rapidement pourtant, des slogans nationalistes ont été entonnés, sur la place Bellecour.

Le groupe a ensuite emprunté la rue Victor-Hugo, en direction de la sortie du périmètre soumis au couvre-feu, et déployé une banderole.

L'ultradroite encagoulée défile en plein couvre-feu à Lyon, symbole néonazi et slogans anti-Islam

Un défilé de l'ultradroite s'est tenu sur la Presqu'île de Lyon ce lundi 19 octobre 2026. Arborant un symbole néonazi, le cortège a déambulé dans les rues en plein couvre-feu.



Un cortège arborant une croix celtique, symbole néofasciste, a défilé dans les rues de Lyon lundi 19 octobre au soir malgré le couvre-feu. (©Capture)

Par [Théo Zuili](#) Publié le 20 oct. 2026 à 10h58 ; mis à jour le 20 oct. 2026 à 16h31

MISE À JOUR. Mardi 20 octobre à 16h30. *Le préfet du Rhône indique avoir saisi le procureur de la République par un article 40 pour signaler les propos islamophobes et xénophobes tenus lors du défilé de l'ultradroite à Lyon.*

Un rassemblement non déclaré de l'ultradroite, en plein couvre-feu dans les rues de [Lyon](#), a pu se tenir sans être empêché ce lundi 19 octobre 2026.

Environ 200 personnes au visage dissimulé et habillées en noir ont défilé dans la ville peu après 21h en **brandissant notamment un symbole néonazi**, après avoir fait irruption au rassemblement citoyen place Bellecour organisé en solidarité avec [les commerçants victimes de casses](#) samedi 17 octobre.

À lire aussi

- [Lyon : 6 mois ferme pour avoir volé 6 portefeuilles Louis Vuitton pendant les pillages du 17 octobre](#)

Le préfet se dit « furieux »

Appelé sur les réseaux sociaux, un rassemblement citoyen s'est d'abord tenu ce lundi soir en présence d'élus locaux. Au moment de sa dispersion peu avant [la mise en œuvre du couvre-feu](#), « des individus identifiés a posteriori comme appartenant à l'ultra-droite se sont alors constitués en groupe **après s'être mêlés de manière insidieuse au rassemblement** pour le récupérer », analyse la préfecture du Rhône.

Le Préfet est furieux de cette volonté de récupération. Il n'acceptera aucune expression qui tombe sous le coup de la loi parce qu'elle constituerait un appel à la haine et tout attroupement qui générerait un trouble à l'ordre public.

Préfecture du Rhône

[Comme après les émeutes qui ont succédé à la mort de Nahel](#), les ultranationalistes ont alors défilé dans les rues de [Lyon](#) en scandant leurs slogans : « La rue, la France, est à nous », « Français, réveille-toi, tu es chez toi », « Islam hors d'Europe » ou encore « La racaille en prison, libérez la ville de Lyon ». Cette fois, se dispersant avant l'intervention des forces de l'ordre.

Des habitants inquiets de la Presqu'île ont filmé le cortège de l'ultradroite ce lundi soir. À l'avant, on aperçoit **un drapeau français arborant une croix celtique**, symbole récupéré par les milieux identitaires suprémacistes blancs et dans les mouvements nationalistes radicaux de la mouvance néofasciste.

« Aucun trouble à l'ordre public », selon la préfecture

Les membres du cortège ont alors emprunté la rue Victor-Hugo « en direction de la sortie du périmètre » du couvre-feu. Ce rassemblement s'est dispersé place Carnot, hors du périmètre, sous la surveillance d'un véhicule des CRS.

« Aucun trouble à l'ordre public n'était alors signalé dans le **court laps de temps** de la déambulation de ce groupe », indique la préfecture du Rhône. « La police laisse faire, on sait pourquoi », accuse le député LFI Thomas Portes sur X.

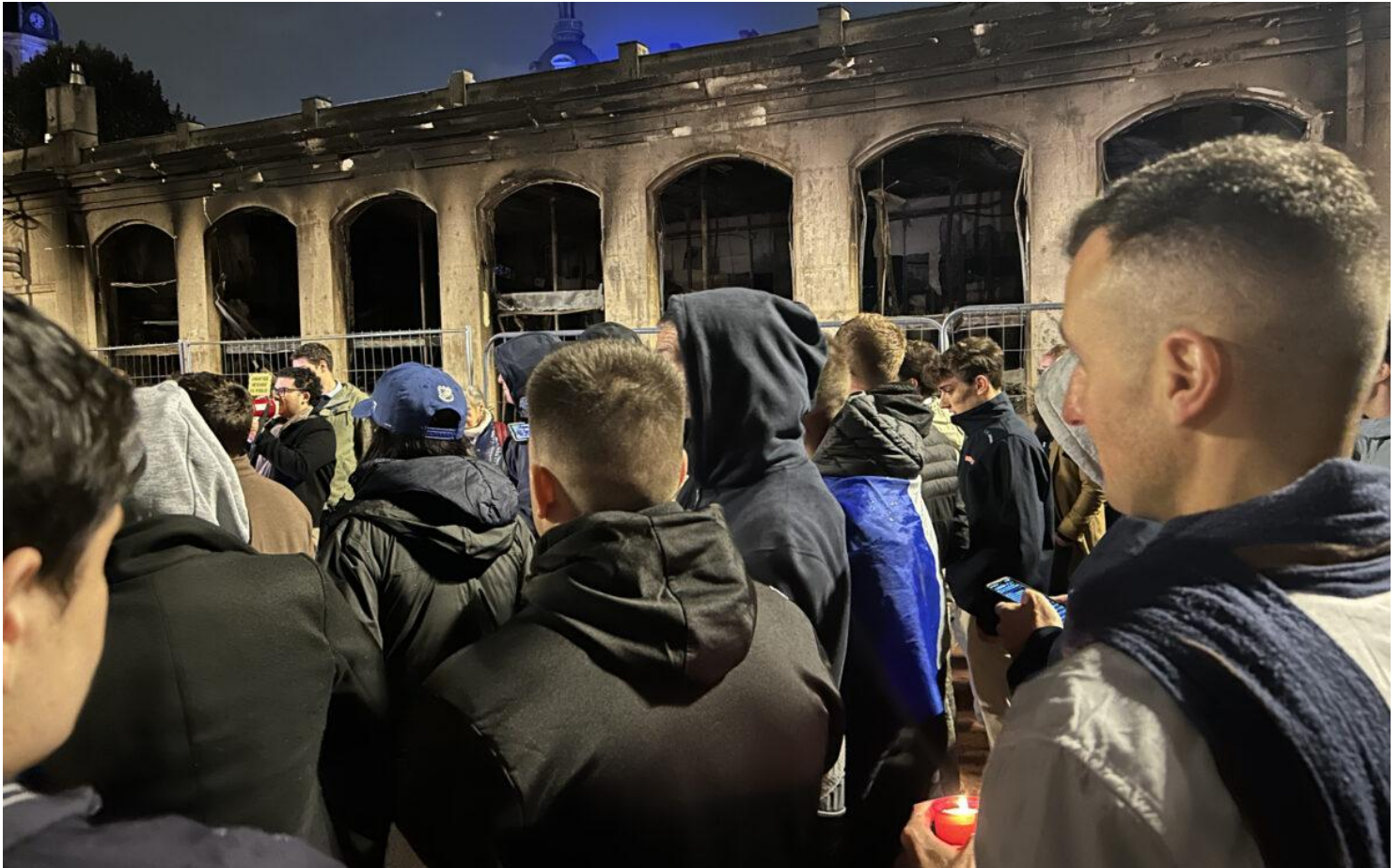
« Alors que Lyon traverse des moments difficiles, nous avons besoin d'apaisement, pas de nouvelles tensions. **Les règles doivent être les mêmes pour tous**. J'ai renouvelé au préfet ma demande d'appliquer le plus rigoureusement les règles de l'État de droit et j'ai également sollicité le ministre de l'Intérieur pour qu'il garantisse l'ordre républicain. La sécurité et la tranquillité des Lyonnaises et des Lyonnais doivent rester notre priorité », a condamné ce mardi matin le maire de Lyon Grégory Doucet.

« Ce genre de journée se répétera »

De son côté, le groupe d'ultragauche Antifa Lyon prévient que « la journée du 17 octobre était un avertissement : si vous continuez à développer un capitalisme mortifère et à faire monter l'extrême droite, **ce genre de journée se répétera** encore et encore ».

« Ce soir, **de nouveaux couvre-feux seront décidés** là où la situation le nécessite. Ces décisions seront prises sur le terrain, par les préfets, en lien avec les maires », [a déclaré Sébastien Lecornu](#) ce mardi matin.

Un « acte II » des Gilets jaunes [est d'ores et déjà appelé à se produire samedi 24 octobre 2026 à Lyon](#), où plusieurs rassemblements sont annoncés.



Le rassemblement place Bellecour, en soutien aux commerçants pillés le 17 octobre. @GL

Rassemblement de l'ultra droite à Lyon : le préfet saisit le procureur pour les propos islamophobes et xénophobes

• 20 octobre 2026 À 17:07 par Corentin Lucas

Après la présence d'un groupe d'ultra droite lors d'un rassemblement en soutien aux commerçants et aux forces de l'ordre à Lyon, lundi 19 octobre, le préfet du Rhône a décidé de saisir le procureur de la République suite à des propos islamophobes et xénophobes.

Le préfet du Rhône, Étienne Guyot, a annoncé transmettre un signalement au procureur de la République suite à des slogans scandés par un groupe d'ultra droite lors du rassemblement, place Bellecour, **en soutien aux commerçants et forces de l'ordre** touchés par les émeutes du 17 octobre. "Comme annoncé par le ministre de l'Intérieur aux QAG (questions d'actualité au Gouvernement), le préfet saisit le procureur de la République par un article 40 pour signaler les propos islamophobes et xénophobes tenus hier soir par le groupe d'ultra droite à Lyon", indique la préfecture dans son communiqué.

Pour rappel, ce lundi 19 octobre, habitants, commerçants, élus et membres des forces de l'ordre s'étaient réunis à partir de 20h devant le pavillon de l'office de tourisme incendié. Mais alors que les participants montraient leur soutien aux commerçants et forces de l'ordre, un groupe de personnes vêtues de noir a rejoint le rassemblement vers 20h20, selon notre journaliste présent sur place. Plusieurs slogans ont alors été entendus, dont "Français, réveille-toi, tu es ici chez toi" et "La racaille en prison, libérez la ville de Lyon".

Le groupe présenté comme appartenant à l'ultra droite a poursuivi son déplacement dans la rue Victor Hugo, en direction de la sortie du périmètre soumis au couvre-feu, avant de se disperser sans causer de trouble à l'ordre public. Mardi matin, le préfet s'est indigné de ces scènes et a dénoncé une tentative de récupération politique du rassemblement, tout en avertissant qu'il n'accepterait "aucune expression qui tombe sous le coup de la loi parce qu'elle constituerait un appel à la haine". Même réaction du côté du maire de Lyon, Grégory Doucet, qui a condamné "fermement ce rassemblement et les discours haineux qui y ont été scandés".

Désormais, l'affaire est entre les mains de la justice.

Défilé d'ultradroite à Lyon : Grégory Doucet saisit le ministre de l'Intérieur et demande "les mêmes règles pour tous"

mardi 20 octobre 2026 à 11h55Par Alexis ANDRE



Le maire de Lyon Grégory Doucet condamne le défilé qui s'est déroulé lundi soir rue Victor-Hugo avec une centaine de militants d'ultradroite. Il annonce avoir interpellé le préfet du Rhône et sollicité le ministre de l'Intérieur pour demander une application "*rigoureuse*" de l'État de droit.

Nouvelle réaction après le rassemblement survenu lundi soir dans le centre de Lyon.

Le maire Grégory Doucet réagit au défilé d'*une centaine de militants d'ultradroite* rue Victor-Hugo, sur la Presqu'île lundi soir, juste avant l'application du couvre-feu.

"Je condamne fermement ce rassemblement et les slogans haineux qui y ont été scandés", déclare l'élus écologiste.

"Nous avons besoin d'apaisement"

Cette action intervient dans un contexte particulièrement tendu à Lyon après les violences et les pillages du 17 octobre.

Pour Grégory Doucet, la priorité doit désormais être de faire retomber les tensions.

"Alors que Lyon traverse des moments difficiles, nous avons besoin d'apaisement, pas de nouvelles tensions", estime le maire.

Il insiste surtout sur l'égalité de traitement des différents rassemblements : *"Les règles doivent être les mêmes pour tous."*

Le préfet et le ministre de l'Intérieur interpellés

Grégory Doucet indique avoir de nouveau échangé avec le préfet du Rhône Étienne Guyot sur la gestion de ces rassemblements. *"J'ai renouvelé au préfet ma demande d'appliquer le plus rigoureusement les règles de l'État de droit"*, précise-t-il.

Le maire annonce également avoir sollicité le ministre de l'Intérieur *"pour qu'il garantisse l'ordre républicain"*.

"La sécurité et la tranquillité des Lyonnais doivent rester notre priorité", conclut Grégory Doucet.

Couvre-feu ce soir dans la Presqu'île de Lyon : horaires, périmètre, dérogations... ce qu'il faut savoir

Le préfet du Rhône interdit aussi tout rassemblement de 18h à 21h. Bars, restaurants et cinémas restent ouverts, et des dérogations sont prévues. Le point.

Couvre-feu

Manifestations



Lyon (Rhône), lundi 19 octobre 2026. Le périmètre du couvre-feu instauré dans la Presqu'île, de 21 heures à 6 heures, place Bellecour incluse. (©Ludivine Caporal)

Par [Pierre Chemel](#) Publié le 19 oct. 2026 à 19h38

MISE À JOUR. Mardi 20 octobre 2026 à 17h. *Le couvre-feu est reconduit ce mardi, avec des consignes similaires et une interdiction de tout rassemblement avancée dès 16h.* [Tout savoir ici.](#)

La Presqu'île de [Lyon](#) (Rhône) passe **sous couvre-feu ce lundi 19 octobre, de 21 heures jusqu'à mardi 6 heures**. Deux jours après les pillages du samedi 17 octobre, le préfet du Rhône, Étienne Guyot, a pris deux arrêtés dans la soirée. Dans le périmètre, **la circulation des personnes et leur présence sur la voie publique sont interdites** pendant la nuit, sauf dérogations.

Le préfet **interdit aussi toutes les manifestations**, cortèges, attroupements et rassemblements revendicatifs sur la voie publique **ce lundi, de 18 heures à 21 heures**, dans la même zone. Les forces de l'ordre sont « d'ores et déjà déployées » pour faire respecter ces mesures, communique la préfecture.

Bellecour incluse, Terreaux exclus

Le périmètre couvre le cœur de la Presqu'île.

Il est délimité au nord par la rue Constantine et la rue Joseph-Serlin, la place des Terreaux étant exclue. À l'est, il suit les quais Jean-Moulin, Jules-Courmont et du Docteur-Gailleton, côté Rhône. Au sud, il s'arrête au cours de Condé. À l'ouest, il longe les quais du Maréchal-Joffre, Tilsitt, des Célestins, Saint-Antoine et de la Pêcherie, côté Saône. La place Bellecour est incluse, les ponts sont exclus.

À lire aussi

- [Pillages du 17 octobre : LFI, le préfet ou le maire ? A Lyon, la bataille des responsabilités est lancée](#)

Les restaurants restent ouverts

Les **bars, les restaurants, les cinémas et les salles de spectacles restent ouverts**, précise la préfecture. Les transports en commun et les voitures peuvent toujours circuler, et le transit sans arrêt en véhicule à travers la zone est autorisé.

Plusieurs dérogations sont prévues : pour rejoindre ou quitter son domicile ou son hôtel, pour un motif de santé, un motif familial impérieux ou la garde d'enfants, et pour les agents publics, les journalistes et les élus dans l'exercice de leur mandat.

Aucune dérogation n'est prévue, en revanche, pour se rendre au restaurant ou au cinéma après 21 heures. Un client déjà attablé pourra toutefois rentrer chez lui ensuite, puisque rejoindre son domicile fait partie des motifs autorisés. Les forces de l'ordre contrôleront les **justificatifs de présence** dans le périmètre.

Un rassemblement était annoncé **ce lundi à 20 heures place Bellecour**, « en soutien aux commerçants et aux forces de l'ordre », par des organisateurs anonymes. Il se situe en plein dans l'horaire et la zone de l'interdiction.

À lire aussi

- [« On s'est demandé s'il fallait tirer dans le tas » : des policiers reviennent sur le chaos du 17 octobre à Lyon](#)

Les préfets invités à agir par Emmanuel Macron

Ces mesures répondent à la consigne donnée dimanche soir par le président de la République. [Dans son allocution](#), Emmanuel Macron avait annoncé que les préfets prendraient « les décisions en lien avec les maires pour **protéger nos villes**, nos bâtiments publics et nos commerces, y compris en allant jusqu'à interdire quand il le faut certains rassemblements ».

Le préfet du Rhône dit avoir agi « dans la continuité des propos du Premier ministre », après plusieurs échanges avec Grégory Doucet et une rencontre, ce lundi après-midi, avec des représentants des commerçants, des restaurateurs et des hôteliers. Le matin même, le maire de Lyon avait réclamé **des renforts** pour sécuriser le centre-ville.

La préfecture évoque des « scènes d'une violence inédite ». Samedi, 160 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue, et une quarantaine d'autres l'ont été depuis. Plus d'une centaine de membres des forces de l'ordre ont été blessés.

Le couvre-feu prend fin ce mardi 20 octobre à 6 heures. La préfecture ne précise pas, à ce stade, s'il sera reconduit.



©PHOTOPQR/LE PROGRES/Maxime JEGAT – Lyon 14/10/2020 – Illustration couvre-feu à Lyon le 14 octobre 2020 -Une jeune femme seule rue du Palais Grillet à Lyon ce jeudi soir après l'annonce de la mise en oeuvre d'un couvre-feu à Lyon. Dans le cadre de la lutte contre le covid-19, le Président de la République Emmanuel Macron a en effet annoncé la mise en place d'un couvre-feu de 21h à 6h en Ile de France et dans 8 métropoles du pays dont Lyon. Le couvre-feu sera effectif à partir de samedi. (Max PPP Tag ID: maxnewsworldfive280311.jpg) [Photo via Max PPP]

Émeutes du 17 octobre à Lyon: un couvre-feu instauré en Presqu'île dès ce lundi 21 heures

• 19 octobre 2026 À 19:49 - Mis à jour À 20:28 par LR

La préfecture du Rhône annonce qu'un couvre-feu est instauré dès ce lundi 19 octobre à partir de 21 heures et jusqu'à demain 6 heures en Presqu'île de Lyon après les émeutes survenues samedi 17 octobre lors de la manifestation.

Après les émeutes qui ont touché la France ce samedi 17 octobre en marge de la manifestation contre la vie chère, Matignon annonce une série de couvre-feux localisés dans plusieurs villes de France. Après Lille, Paris et Nice, la préfecture du Rhône annonce qu'un couvre-feu et qu'un arrêté d'attroupement sont pris dès ce lundi soir.

Selon l'arrêté préfectoral, l'interdiction de se regrouper concerne tous les cortèges, défilés, attroupements et rassemblements revendicatifs sur voie publique jusqu'à 21 heures. Les bars, restaurants, cinémas et salles de spectacles restent ouverts, tandis que la circulation des transports en commun et des véhicules demeure possible. Plusieurs dérogations vont être mises en place pour les déplacements nécessaires, de santé, pour motif familial, le transit sans arrêt à bord d'un véhicule sur les axes routiers traversant le périmètre concerné, les déplacements des agents publics et des personnes participant à une mission de service public ou d'intérêt général, des journalistes ou élus dans le cadre de leur activité.

Ces mesures s'appliquent dans les secteurs suivants, les voies et places délimité au nord par la rue Constantine, place des Terreaux (exclue), la rue Joseph Serlin à l'est par le quai Jean-Moulin et le quai Jules-Courmont, quai Gailleton, (rive droite du Rhône), au sud par le cours de Condé, à l'ouest par le quai Joffre, quai Tilsitt, le quai des Célestins, Saint-Antoine et quai de la pêche (rive gauche de la Saône). Les ponts franchissant le Rhône et la Saône et desservant ces secteurs sont exclus du périmètre. Les forces de sécurité sont d'ores et déjà sur le terrain et procéderont à tous les contrôles permettant de s'assurer de la justification de la présence dans le périmètre.



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

LUNDI 19 OCTOBRE 2026
DE 18H00 À 21H00

INTERDICTION DES MANIFESTATIONS, CORTÈGES, DÉFILÉS ET RASSEMBLEMENTS REVENDICATIFS DANS LE PÉRIMÈTRE :

rue Constantine,
place des Terreaux exclue,
rue Joseph Serlin à l'est par le quai Jean-Moulin,
quai Jules-Courmont ,
quai du Dr Gailleton,
au sud par la rue de Condé,
à l'ouest par le quai du Maréchal Joffre,
le quai Tilsitt,
quai des Célestins,
le quai Saint-Antoine,
quai de la pêche (rive gauche de la Saône),
la place Bellecour étant incluse.



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
N° 69 -2026-10-19-00001

Couvre-feu dès 21 heures

Le couvre-feu sera quant à lui effectif de 21 heures à 6 heures mardi matin. Il concerne la rue Constantine, la rue Joseph Serlin à l'est par le quai Jean-Moulin, le quai Jules Courmont, le quai du Dr. Gailleton, au sud par la rue de Condé, à l'ouest par le quai Maréchal Joffre, le quai Tilsitt, le quai des Célestins, les quais Saint-Antoine et de la Pêcherie (rive gauche de la Saône). La place des Terreaux est exclue, mais Bellecour est incluse dans le périmètre.



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
COUVRE-FEU**

**LUNDI 19 OCTOBRE 21H00 AU
MARDI 20 OCTOBRE 06H00**

**COUVRE-FEU DANS
LE PÉRIMÈTRE SUIVANT :**

rue Constantine,
place des Terreaux exclue,
rue Joseph Serlin à l'est par le quai Jean-Moulin,
quai Jules-Courmont ,
quai du Dr Gailleton ,
au sud par la rue de Condé,
à l'ouest par le quai du Maréchal Joffre,
le quai Tilsitt,
quai des Célestins,
le quai Saint-Antoine,
quai de la pêche (rive gauche de la Saône),
la place Bellecour étant incluse.



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
N° 692026101900002**

Pour rappel, cela fait suite aux séries de dégradations et pillages commis en Presqu'île.

Selon la Ville de Lyon, plus de 200 commerces ont été vandalisés, dont 157 en centre-ville. 160 interpellations suivies de garde à vue ont été réalisées sur la seule journée de samedi et une quarantaine d'autres ont été effectuées depuis, indique enfin la préfecture du Rhône.

Lyon : le couvre-feu renouvelé mardi soir sur une partie de la Presqu'île

mardi 20 octobre 2026 à 15h35Par La rédaction



Après une nuit sans trouble à l'ordre public, le préfet du Rhône a décidé de reconduire le couvre-feu dans une partie de la Presqu'île lyonnaise. Les rassemblements revendicatifs seront interdits dès 16h ce mardi 20 octobre, avant un couvre-feu de 21h jusqu'à 6h mercredi matin.

Le dispositif exceptionnel mis en place dans le centre de Lyon est prolongé.

Le préfet du Rhône Étienne Guyot annonce ce mardi le renouvellement du couvre-feu instauré la veille dans une partie de la Presqu'île, ainsi que de l'interdiction des manifestations et rassemblements revendicatifs.

Selon la préfecture, le couvre-feu appliqué dans la nuit de lundi à mardi *"a contribué au calme dans les rues de la Presqu'île de Lyon"* et aucun trouble à l'ordre public n'a été constaté.

Les rassemblements interdits dès 16h

La première mesure prendra effet plus tôt que lundi.

Toutes les manifestations, cortèges, défilés, attroupements et rassemblements revendicatifs sur la voie publique seront interdits ce mardi de 16h à 21h dans le périmètre concerné.

À partir de 21h, le couvre-feu prendra le relais : la circulation des personnes et leur présence sur la voie publique seront interdites jusqu'à 6h mercredi 21 octobre.

Étienne Guyot indique avoir pris cette décision après de nouveaux échanges avec le maire de Lyon et après avoir consulté des représentants des commerçants, de l'artisanat, de la restauration et de l'hôtellerie. Selon la préfecture, ces professionnels ont collectivement fait part de leur satisfaction vis-à-vis des mesures appliquées la veille.

Bars, restaurants et cinémas restent ouverts

Comme lors de la première nuit de couvre-feu, les bars, restaurants, cinémas et salles de spectacles pourront rester ouverts.

Les transports en commun et les véhicules continueront également à circuler.

Plusieurs dérogations sont prévues pour les personnes devant rejoindre ou quitter leur domicile, leur hôtel ou leur lieu de travail, pour des motifs médicaux ou familiaux impérieux, ou encore pour assister une personne vulnérable.

Les agents participant à une mission de service public, les journalistes dans l'exercice de leur activité et les élus dans le cadre de leur mandat pourront également circuler.

Des contrôles renforcés

Les forces de sécurité seront à nouveau déployées dans le périmètre afin de vérifier les motifs de présence sur la voie publique pendant le couvre-feu.

La zone concernée couvre une large partie de la Presqu'île, entre la rue Constantine au nord, avec la place des Terreaux exclue, les quais du Rhône à l'est, la rue de Condé au sud et les quais de Saône à l'ouest.

Les ponts franchissant le Rhône et la Saône restent exclus du périmètre.

Le préfet justifie cette reconduction par la volonté de maintenir *"une sécurisation et une protection rassurante et efficace pour les commerçants et les habitants de la Presqu'île"*, tout en permettant la poursuite des activités en soirée.

"On est pris en étau" : les restaurateurs fulminent après la reconduction du couvre-feu à Lyon

La préfecture du Rhône annonce la reconduction du couvre-feu sur la Presqu'île de Lyon ce mardi 20 octobre 2026. Les professionnels de la restauration s'inquiètent.



Jean-Yves, gérant de La Chapelle sur la Presqu'île de Lyon, compte parmi les nombreux chefs d'établissement en première ligne face aux consignes de couvre-feu répétées à Lyon. (©Théo Zuili / actu Lyon)

Par [Théo Zuili](#) Publié le 20 oct. 2026 à 16h53

« Hier soir, dès 21 h, les rues étaient vides. **Ça n'incite pas les gens** à venir au restaurant. C'est une double peine », réagit Laura. Les restaurateurs de [Lyon](#) sont désabusés ce mardi après-midi, en apprenant [la reconduction du couvre-feu](#) concernant toute la soirée du 20 octobre sur le périmètre de la Presqu'île de Lyon. « On est pris en étau entre les casseurs et le couvre-feu », réagit Jean-Yves, gérant de La Chapelle, bar du quai des Célestins.

À lire aussi

- [L'ultradroite encagoulée défile en plein couvre-feu à Lyon, symbole néonazi et slogans anti-Islam](#)

Comme « un coup de massue »

Dans les débits de boisson et les restaurants du centre-ville de Lyon ce mardi, l'ambiance n'est pas à la fête. Résignés, les gérants d'établissements évoquent une **lassitude** face à la situation jugée critique. « On s'en sortira », prédisent certains, tandis que d'autres y voient la menace de « la mort des commerces ».

Le préfet du Rhône, Étienne Guyot, a reconduit le [couvre-feu](#) ce mardi 20 octobre, **de 21 heures jusqu'à mercredi 6 heures**, trois jours après [les pillages du samedi 17 octobre](#). Il est interdit de se déplacer, sauf pour rentrer chez soi, entre Terreaux et Carnot sur la Presqu'île.

Pour Jean-Yves et nombre de ses confrères, la nouvelle sonne **comme une punition collective**. « Je comprends que les autorités prennent cette décision, mais c'est un coup de massue pour nous », continue le gérant d'établissement.

À lire aussi

- [Lyon : 6 mois ferme pour avoir volé 6 portefeuilles Louis Vuitton pendant les pillages du 17 octobre](#)

Un manque à gagner pour les gérants

Laura, gérante du PNY, restaurant de la rue Mercière, apprend la nouvelle avec déception. « En plus de devoir s'en informer au dernier moment, je pense que ce n'est pas le bon moyen. Déjà que ce week-end, c'était compliqué... **C'était une ville fantôme dès 15 h** alors que le samedi c'est un tiers de notre chiffre de la semaine », s'inquiète-t-elle.



Laura, gérante du restaurant PNY Presqu'île, rue Mercière à Lyon. (©Théo Zuili / actu Lyon)

C'est un manque à gagner... je suis débit de boisson jusqu'à 3h du matin, je suis complètement impacté ! Si ça tombe pendant le week-end ça va faire mal. Ce qui est fou c'est qu'on nous demande de rester ouvert parce que s'ils nous demandaient de fermer ils devraient nous aider financièrement.

Jean-Yves Gérant de La Chapelle

Après [les aides dirigées aux commerçants victimes de casses](#), **des subventions** sont-elles à venir pour les commerçants subissant les conséquences financières des couvre-feux ? Les professionnels des métiers de l'hôtellerie et de la restauration l'appellent de leurs vœux. « Et surtout, en espérant que ça se termine rapidement et que tout rentre dans l'ordre. »

Gilets jaunes : un nouvel appel à manifester le 24 octobre, ils reviendront place Bellecour

lundi 19 octobre 2026 à 11h54Par Alexis ANDRE



La mobilisation du 17 octobre va connaître une suite dès samedi prochain. Une coordination de gilets jaunes annonce un "acte II" le 24 octobre, avec déjà 76 actions répertoriées à travers la France. A Lyon, plusieurs manifestations sont annoncées, notamment place Bellecour.

Malgré les violences qui ont marqué la journée du 17 octobre, les gilets jaunes ne comptent pas interrompre leur mobilisation.

Ce lundi 19 octobre, une coordination du mouvement a annoncé un nouvel appel national à manifester pour le samedi 24 octobre. Sur le site 17octobregiletjaune.net, une carte recense déjà 76 actions prévues sur le territoire.

"Il y a clairement une énorme poussée pour qu'il y ait un Acte II", a expliqué à l'AFP Benjamin Ball, éditeur de la plateforme.

Les organisateurs entendent prolonger le mouvement engagé samedi dernier, qui a rassemblé 800 000 personnes selon leur propre décompte. Ils revendiquent également plus de 1700 actions organisées à cette occasion, entre manifestations, rassemblements sur les ronds-points et blocages.

Les organisateurs réclament la démission d'Emmanuel Macron

Dans leur nouvel appel, les gilets jaunes s'en prennent directement au président de la République, après son intervention télévisée de dimanche soir.

"Macron doit partir et laisser la place au peuple !", affirment-ils.

La coordination dénonce notamment l'augmentation du coût de la vie, le niveau des salaires, la situation des services publics et les orientations budgétaires du gouvernement.

Elle réclame également le respect du droit de manifester, de se réunir et de faire grève, ainsi qu'une transformation du fonctionnement démocratique.

L'objectif affiché est de maintenir une mobilisation réunissant plusieurs catégories de la population, des lycéens et étudiants aux agriculteurs, en passant par les salariés, les retraités et les militants écologistes.

Une réponse sécuritaire vivement contestée

Les organisateurs critiquent également la gestion des manifestations du 17 octobre par les forces de l'ordre.

Dans leur texte, ils dénoncent plusieurs blessures graves subies par des manifestants et mettent en cause certaines interventions policières. Ils réclament notamment l'interdiction des lanceurs de balles de défense et des grenades de désencerclement contre les manifestants.

La coordination s'oppose aussi à la possibilité d'interdire certains rassemblements, évoquée par Emmanuel Macron après les violences de samedi.

Elle refuse par ailleurs de se joindre aux condamnations des dégradations formulées par plusieurs responsables politiques, préférant dénoncer ce qu'elle considère comme des violences institutionnelles et sociales.

Le prochain rendez-vous est désormais fixé au samedi 24 octobre. Avec 76 actions déjà annoncées, les organisateurs espèrent amplifier leur mouvement et maintenir la pression sur l'exécutif.

A Lyon et dans le Rhône sont notamment prévus quatre manifestations. La plus importante se tiendra samedi à 14h place Bellecour.

Dans le même temps et à la même heure, des rassemblements place Jean Macé et avenue Francis de Pressensé à Vénissieux sont annoncés.

Enfin, le mouvement débutera dès 9h30 devant le Chiken Street du 6e arrondissement de Lyon.

Quai Saint-Antoine: cette habitante exaspérée dénonce le bruit et le trafic

Habitant quai Saint-Antoine depuis 12 ans, Bénédicte évoque « les 17 bus » qui désormais se croisent en bas, à hauteur de la rue Grenette ainsi que les embouteillages, les nuisances nocturnes et les travaux à répétition. Témoignage.

Le jour, c'est la circulation des transports en commun qui pose problème. Ici, entre le quai Saint-Antoine et la rue Grenette, « vous avez 17 bus qui se croisent ». Ce carrefour, lance Bénédicte depuis le 6^e étage de son immeuble, « c'est un énorme problème pour mes nerfs et ce n'est pas que moi ».

Demeurant dans ce secteur de la Presqu'île depuis une douzaine d'années, elle quittera un jour, c'est sûr, son appartement, en dépit de la vue imprenable sur la colline, les eaux scintillantes de la Saône et l'aménagement des Terrasses de la Presqu'île piloté par la Ville de Lyon et la Métropole. « C'est insupportable », dit-elle, évoquant ce matin d'été où 11 bus se sont retrouvés à l'arrêt sur le quai.

Un incident et c'est « le goulot d'étranglement »

Avec la fermeture de la rue Grenette aux voitures pour laisser place à la circulation des transports en commun dans les deux sens, la situation est devenue problématique, dit-elle. Ici, des lignes de bus « il y en a trop ». Il suffit « d'un incident au moment des heures très encombrées et c'est le goulot d'étranglement ».

Alors elle interroge, lassée ou plutôt agacée par cette circulation qui « sûrement nous pollue », ce trafic im-



Bénédicte habite le quai Saint-Antoine depuis douze ans. Ce lundi 12 octobre, le trafic est fluide. La vue imprenable, l'environnement refait totalement n'empêche pas les problèmes liés à la circulation et aux nuisances nocturnes que connaît le quartier. Photo Aline Duret

portant qui rend difficile les traversées piétonnes : « pourquoi ne pas refaire passer certains bus par la rue de la République où l'on a fait une énorme place aux piétons », alors qu'il y a des vélos, des trottinettes et des bus ? « On pourrait partager », suggère-t-elle tenant compte ainsi de « la géographie compliquée du lieu », au moment où la Métropole de Lyon réinterroge le projet en envisageant la réouverture aux voitures de la rue Grenette et un assouplissement de la zone à trafic limité

(ZTL). Un début de solution pour ramener de la tranquillité sur le quai ? Ce serait surtout « un non-sens » pour la mairie écologiste.

« La meuleuse retentit à 5 heures du matin »

Dans les colonnes du *Progrès*, l'adjoint en charge des Mobilités, Laurent Bosetti, estimait même que ce serait un retour des nuisances dans le cœur de la ville, et un déni de démocratie, le dispositif aménagé semblant convenir

aux riverains.

En attendant, quai de Saône, l'ambiance nocturne n'est pas plus rassurante. Il y a les embouteillages « à l'heure de la sortie des boîtes de nuit » et les klaxons qui vont avec, détaille-t-elle, les musiques bien trop fortes, les fêtes au bord de l'eau, les soirs de match, les disputes du bout de la nuit et les travaux nocturnes. Et d'énumérer : le 29 septembre de 11h à 3h, un chantier d'électricité est engagé sur le parking Saint-Antoine. Le 16 juillet, la meuleuse retentit à 5 heures

du matin. Juste avant, le 10 juillet, c'est un nettoyage à haute pression qui est réalisé sur le quai. « Je n'ai pas la clim, alors j'ouvre les fenêtres, l'été quand il fait 30 °C, c'est usant ».

À l'image de bien des riverains, Bénédicte attend de voir la suite. « Il faut pouvoir traverser la Presqu'île en voiture sans être obligé d'aller jusqu'au tunnel de la Croix-Rousse ou à Bellecour », dit-elle. « Le pauvre quai Saint-Antoine est à bout de souffle ».

● A. Du

